

REVUE ÉLECTRONIQUE SEMESTRIELLE



Revue

Infundibulum-scientific

Revue Scientifique des Langues,
Lettres, Civilisations, Sciences sociales
et Humaines

Numéro 1
Octobre 2021
ISSN: 2789-1666



Domaines

Langues, Lettres, Civilisation, Sciences Sociales et Humaines

Éditeur: département d'Espagnol de l'UFR Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara



À propos de

La notion de science fait penser indubitablement à plusieurs disciplines. En ce sens, nous disons science de la vie, science du langage, science historique, science économique, etc. Ces différents types de sciences que nous énumérons ne constituent pas des éléments compacts, indissociables. En effet, la Science est un conglomérat de ce que nous pouvons qualifier de sous-sciences ou branches qui, mises ensemble, forment l'élément global qui n'a qu'une seule visée : La Connaissance.

La Revue *Infundibulum Scientific* n'est rien d'autre que ce vecteur Sciences-Connaissance. Elle se veut un carrefour, un croisement de plusieurs disciplines. Notre revue *Infundibulum* ou **Entonnoir** a pour objectif, de diffuser la quintessence des travaux des Enseignants-Chercheurs et Chercheurs de tous horizons, issus des langues, des lettres, des sciences humaines et sciences sociales.

Comité éditorial

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Directeur de publication : **Prof. KOUI Théophile (Professeur des Universités – Université Félix Houphouët-Boigny)**

Rédacteur en chef : **Dr. GATTA née BONI Tanoa Marie Chantal (Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny)**

Secrétaire de rédaction : **Dr. PALE Miré Germain (Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara)**

Secrétaire de rédaction adjoint : **Dr. KONAN Koffi Syntor (Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara)**

Mise en ligne : **Dr. KONAN Koffi Syntor**

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Prof. ADJA Kouassi, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Prof. KOUI Théophile, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny

Prof. TRO Deho Roger, Professeur des Universités, Université Alassane Ouattara

Dr. ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences – Université Alassane Ouattara

Dr. GATTA née BONY Tanoa Marie Chantale (Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny)

COMITÉ DE LECTURE

Prof. DIAZ NARBONA Inmaculada, Professeur des Universités, Université de Cadix (Espagne)
Prof. EKOU Williams Jacob, Professeur des Universités, Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. RENOUPREZ Martine, Professeur Titulaire, Université de Cadix (Espagne)
Dr. AGOSSAVI Simplicie, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi
Dr. AHOULI Akila, Maître de Conférences, Université de Lomé
Dr. ÉBE Ovono Marthurin, Maître de Conférences, Université Omar Bongo, Gabon
Dr. KANGA Konan Arsène, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. KOFFI Ehouman René, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. KOUA Kadio Pascal, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
Dr. OULAÏ Jean-Claude, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. SEKONGO Gossouhon, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. TOPPE Eckra Lath, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara
Dr. TOUGBO Koffi, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
Dr. YAO Jean-Arsène, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
Dr. YAO Koffi, Maître de Conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
Dr. MEDENOU Cossi Basile, Maître Assistant, Université d'Abomey Calavi

COMITÉ DE RÉDACTION

Prof. KOUI Théophile, Professeur des Universités, (Université Félix Houphouët-Boigny)
Dr. GATTA née TANOVA Boni Marie Chantal, Maître de Conférences, (Université Félix Houphouët-Boigny)
Dr. COULIBALY Mamadou, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. KONAN Koffi Syntor, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. PALÉ Miré Germain, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. KARIDJATOU Diallo, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. SAKOUM Bonzallé Hervé, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. N'DRI Paul Amon, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. KOFFI Konan Hervé, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. BOHOSSOU N'guessan Séraphin, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. DOHO Bi Tchan André, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. N'DRE Charles Désiré, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. KOUADIO Yao Christian, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. KOUADIO Djoko Luis Stéphane, Maître-Assistant, (Université Félix Houphouët-Boigny)
Dr. DJANDUE BI Drombé, Maître-Assistant, (Université Félix Houphouët-Boigny)
Dr. ADOU Paul Venance, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. HOUSSOU Dehouegnon Roméo Dorgelès, Maître-Assistant, (Université Alassane Ouattara)
Dr. KOUAME Koatenin, Maître-Assistant (Université Alassane Ouattara)

NORMES DE RÉDACTION

La Revue *Infundibulum Scientific* accepte les contributions originales des “Lettres, Langues, Civilisations, des Sciences Sociales et Humaines”, ou tout autre domaine proche.

Formatage

Les contributions à envoyer en fichier Word à la Revue *Infundibulum Scientific* doivent être comprises entre 10 et 18 pages. Le texte doit être justifié, en police Arno Pro, taille de police : 12, interligne : 1,5 et pour la marge : 2,5 cm (Gauche-Droite, Haut-Bas).

Langues de publication

Espagnol, Français, Allemand ou Anglais.

Citations

Les citations de moins de quatre lignes sont présentées entre guillemets dans le texte. Lorsque la citation est supérieure ou égale à quatre lignes, il faut aller à la ligne pour l’insérer (interligne 1) en retrait de 1 cm, taille : 11.

Les citations dans une langue autre que celle de l’écriture sont traduites et intégrées au texte. Le texte d’origine devra être indiqué en note de bas de page, précédé de la mention : **Texte d’origine**.

Les notes de bas de pages sont exclusivement réservées aux citations traduites et aux notes explicatives.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, de la façon suivante :

– (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l’auteur, Nom de l’Auteur, année de publication, virgule, pages citées précédées de la lettre p suivie d’un espace avant le chiffre).

Exemple : (M. G. Palé, 2019, p. 7) ou pour Palé (2019, p. 7).

Les parties supprimées d’une citation ainsi que toute intervention dans une citation sont indiquées par des crochets droits [...].

Structure de l’article scientifique

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénoms et Nom de l’auteur, Institution d’attache, adresse électronique, Résumé en français, en espagnol et en anglais [250 mots maximum], Mots clés [entre 5 et 7 mots maximum], (chaque résumé est précédé d’un titre) sur la première page.

Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie, Annexes si nécessaire.

Pour un article qui résulte d’une recherche de terrain : Titre, Prénoms et Nom de l’auteur, Institution d’attache, adresse électronique, Résumé dans la langue d’écriture, en espagnol et en anglais [250 mots maximum], Mots clés [entre 5 et 7 mots maximum], (chaque résumé est précédé d’un titre), Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie, Annexes si nécessaire.

Les articulations d’un article, à l’exception de l’introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.). (Ne pas automatiser ces numérotations).

La pagination en chiffre arabe apparaît en bas de page et centrée.

Bibliographie

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM, Prénom (s) de l'auteur. Année de publication. Zone titre. Lieu de publication : Zone Éditeur. Position de l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Éditeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre, le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Exemples :

Pour un livre : SARTRE Jean Paul (1948). *Qu'est-ce que la littérature?* Gallimard : Paris.

Pour un article : KONAN Koffi Syntor (2019). « Violence et déchéance existentielles dans Nada de Carmen Laforet ». *N'zassa*, n° 2, 161-172.

Pour un mémoire ou une thèse : PALE Miré Germain (2014). *L'impact du pétrole sur la société équato-guinéenne*. Thèse doctorat en Études Ibérique et Latino-Américaine, Abidjan : Université Félix Houphouët-Boigny.

NB: Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

Sources internet:

Pour les sources internet ou électroniques, les mêmes dispositions relatives à une source bibliographique s'appliquent, à la différence qu'il faut y ajouter le site web, le jour, le mois, et l'année de consultation.

VITAR Beatriz (1992). « Los intérpretes o lenguaraces en la conquista americana: entre las peregrinas lenguas y el castellano imperial, in *Etnicidad, Economía y simbolismo en los Andes* », pp. 181-193, disponible sur <https://books.openedition.org/ifea/2299?lang=fr>, consulté le 10/06/2021.

Typographie française

– La rédaction s'interdit tout soulignement et toute mise de quelque caractère que ce soit en gras.

– Les auteurs doivent respecter la typographie française concernant la ponctuation, l'écriture des noms, les abréviations ... Les appels de notes sont des chiffres arabes en exposant, sans parenthèses, placés avant la ponctuation et à l'extérieur des guillemets pour les citations. Tout paragraphe est nécessairement marqué par un alinéa d'un cm à gauche pour la première ligne.

Les Tableaux, schémas et illustrations

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffres romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Les schémas et illustrations doivent être numérotés en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte.

ÉDITORIAL DE LA REVUE

Nous portons sur les fonts baptismaux une nouvelle revue scientifique, Infundibulum-Scientific. Pluridisciplinaire, elle entend couvrir le vaste champ des Langues, Lettres, Civilisations, Sciences Sociales et Humaines. Certes, il existe déjà un certain nombre de revues scientifiques dans ce créneau en Côte d'Ivoire et en Afrique. Mais précisément, Infundibulum naît pour encourager l'émulation dans la quête de la qualité. L'ambition que porte Infundibulum-Scientific est d'offrir aux chercheurs et aux enseignants-chercheurs Ivoiriens et au-delà, africains, un espace d'échanges d'expériences, de débats et de collaboration, en prêtant une attention particulière aux besoins spécifiques des sociétés africaines aux prises avec des maux qui les déshumanisent.

Quand on enseigne dans une université, il est légitime de mettre ses productions scientifiques au service de sa promotion. Ainsi, nos chercheurs et enseignants-chercheurs, dans de nombreux cas, font leurs travaux scientifiques les yeux rivés sur le CAMES. Il faut inverser les choses. Les travaux destinés au CAMES doivent être conçus comme des contributions pour enrichir les connaissances scientifiques. Le développement de notre pays dépend dans une large mesure de la qualité de ces productions scientifiques, de la pertinence des solutions qui y sont proposées. Alors il faut sortir des sentiers battus pour ouvrir des routes nouvelles si nous voulons arriver à bon port.

Il revient aux chercheurs africains de renforcer leur système de recherche confronté à de multiples défis. Mais il ne faut pas démissionner pour autant. Il faut s'armer de courage et de persévérance pour avancer.

Les sociétés africaines, du fait de leur histoire, sont aux prises avec des défis qui ont pour noms, violences politiques, système de santé défaillant ou inexistant, injustices sociales criardes, chômage à grande échelle...Le monde rural est livré à lui-même, privé de la moindre protection sociale, tel l'environnement dans lequel les chercheurs africains exercent leur métier. Ils ne sauraient continuer à fermer les yeux sur les situations dramatiques qui nous entourent et constituent le quotidien de nos peuples. Sociologues, historiens, géographes, politologues, philosophes, théoriciens de la littérature peuvent orienter leurs réflexions vers ces horizons plongés dans des ténèbres. Quant aux linguistes, ils ont le vaste chantier des langues nationales en voie de disparition. Dans le camp des sciences sociales et humaines les chantiers sont nombreux et urgents.

Évidemment, ces types de travaux exigent un engagement, du courage et de la persévérance car il s'agit de la quête de la connaissance destinée à modeler l'environnement humain et social. La qualité intrinsèque d'un ouvrage, d'un article ou d'une communication constitue en soi un passeport y compris pour le CAMES. C'est dire que la qualité est dans le domaine scientifique est ce qu'est une panacée pour une maladie donnée ou une clé universelle pour ouvrir le monde.

La revue Infundibulum Scientific se donne pour mission, sans prétention aucune, la tâche d'apporter sa contribution à améliorer les productions scientifiques des chercheurs ivoiriens et africains ; et même d'ailleurs. Elle se veut particulièrement exigeante sur la qualité des travaux qui lui sont soumis pour publication. La vocation de cette revue est d'incarner l'excellence. Tous ceux qui veulent collaborer avec Infundibulum Scientific doivent s'inscrire dans cette ligne.

M. Théophile KOU
Professeur Titulaire des Universités CAMES
Directeur de publication

SOMMAIRE

I. Communication

1. **Aya Carelle Prisca KOUAMÉ-KONATÉ**: Sauvegarde durable de la biodiversité ivoirienne et réflexion de la communication environnementale... ..pp.9-26

II. Espagnol

2. **Ama KOUASSI**: Conservadurismo versus liberalismo: *La fontana de oro y Doña perfecta* de Benito Pérez Galdós... ..pp.27-45
3. **Amon Paul N'DRI**: Le spéculaire et son reflet dans *La carte d'identité*, de Jean-Marie Adiaffi... ..pp.46-70
4. **BONI épouse GATTA Tanoa Marie Chantal**: Le Sahara Occidental et l'attitude ambiguë des Nations Unies... ..pp. 57-71
5. **Kouassi Abraham PALANGUE**: Lo monstruoso y lo carnavalesco en *El obsceno pájaro de la noche* de José Donosopp. 72-85
6. **Konan Pacome YAO**: La ley orgánica de extranjería de 1985: una ley "europea", prácticas españolas... ..pp. 86-101
7. **Kouakou Alphonse YAO**: Le pícario, vision iconoclaste de la société espagnole: cas de Lazarillo de Tormes et La familia de Pascual Duarte... ..pp.102-115

III. Géographie

8. **Mamadou THIARÉ, Ismaila MBODJI, Amadou Tidiane BÂ et Djibril DIONE**: Ressources pour enseigner le savoir penser l'espace en classe de sixième au Sénégal... ..pp.116-129

IV. Lettres Modernes

9. **Daniel Yoa Zonh Sonzaï KLAO**: La phrase caractérisante dans le poème *De l'oseille les citrons* de Maxime N'débéka... ..pp.130-145
10. **K'Monti Jessé DIAMA**: *D'éclairs et de foudres* de Jean-Marie Adiaffi ou la poétique de la « redignification » de la culture négro-africaine... ..pp.146-161
11. **Georges Koffi KOUASSI**: Le tabou dans la chanson funéraire négro-africaine, un exemple d'encodage culturel formateur à l'exercice des bonnes mœurs... ..pp.162-176
12. **Kpangui KOUASSI**: Quel type de parler urbain est le nouchi ?pp.177-196

- 13. Médard Brou KOUAKOU:** La transfictionnalité et sa structuration dans *Assèze l'Africaine* et *La petite fille du réverbère* de Calixte Beyala... ..pp. **197-211**
- 14. N'dri Alfred KOUAMÉ:** Hétérolinguisme et onomastique dans *Fer de lance* et *d'Éclairs et de foudre* : vers une poésie d'expression ivoirienne... ..pp. **212-227**
- 15. Sézito David MAHO :** *Les Dents du destin* de Jean Pierre Makouta Mboukou : une écriture postmoderne entre déconstruction du racisme et didactique de l'altérité... ..pp. **228-243**

V. Sciences de l'Éducation

- 16. Efua Irène AMENYAH SARR :** La production écrite lors des évaluations en langues secondes étrangères au cycle moyen secondaire... ..pp. **244-257**

VI. Sociologie

- 17. Jean-Arsène Paumahoulou GUIRIOBÉ:** Les stratégies de résilience des collectivités territoriales ivoiriennes face aux mesures de restriction de la covid-19 : cas de la municipalité de Bouaké... ..pp. **258-275**
- 18. Jonathan Aser Engelvin SÉRI, Sylvanus Innocent N'GORAN et Koffi KONAN:**
Logiques des conflits d'usage de la rivière « Tchrato » à Ziméguhé dans le département de Daloa (Côte d'Ivoire)pp. **276-291**

LOGIQUES DES CONFLITS D'USAGE DE LA RIVIÈRE « TCHRATO » A ZIMÉGUHÉ DANS LE DÉPARTEMENT DE DALOA (CÔTE D'IVOIRE)

Jonathan Aser Engelvin SERI¹, jonathanseri@yahoo.fr

Sylvanus Innocent N'GORAN², sylgoran@yahoo.fr

Koffi KONAN² : konankoffi456@yahoo.fr

Université Félix Houphouët Boigny¹, Université Jean Lorougnon Guédé²

Résumé : Dans plusieurs zones rurales en Côte d'Ivoire, l'accès à l'eau et le contrôle de sa gestion ont toujours été au centre d'enjeux sociaux et culturels importants au regard de leurs rôles et de leurs importances pour le bien-être des communautés locales et pour le fonctionnement des projets dans ce domaine. Ces principes enracinés dans les perceptions des acteurs, peuvent être parfois des sujets de controverse, plaçant l'eau au centre des conflits d'usage. Ainsi, Ziméguhé est le théâtre de ce type de conflit entre les autochtones Bété, les allogènes Bozo et la Société de Distribution d'Eau en Côte d'Ivoire (SODECI). La rivière Tchrato confronte les logiques d'exploitation de ces trois catégories d'acteurs, générant des conflits d'usage dans sa gestion. Cet article tente donc de comprendre les logiques qui sous-tendent les conflits entre les communautés locales de Ziméguhé et la SODECI autour de l'exploitation de la rivière Tchrato. Pour ce faire, il s'inscrit dans une approche essentiellement qualitative mobilisant les entretiens et les observations comme techniques de production de données. Se faisant, l'étude permet de cerner les représentations sociales des acteurs en présence sur la rivière. Elle appréhende le conflit sous ces différentes dimensions à Ziméguhé. À terme, il en ressort qu'une gestion irrationnelle et inégale dans les usages concurrentiels des ressources en eau peut engendrer des mutations au niveau social et culturel et générer des conflits.

Mots clés : Conflits d'usage - Accès à l'eau - Gestion - Rivière Tchrato - Ziméguhé

Lógica de los conflictos de uso del río "Tchrato" en Ziméguhé en el departamento de Daloa (Costa de Marfil)

Resumen: En varias zonas rurales de Costa de Marfil, el acceso al agua y el control de su gestión siempre han estado en el centro de importantes cuestiones sociales y culturales con respecto a sus funciones y su importancia para el bienestar de las comunidades y el funcionamiento de los proyectos en esta área. Estos principios, arraigados en las percepciones de los actores, a veces pueden ser objeto de controversia, colocando el agua en el centro de los conflictos de uso. Así, Ziméguhé es el escenario de este tipo de conflictos entre los indígenas Bété, los no nativos Bozo y la "Société de Distribution d'Eau en Côte d'Ivoire" (SODECI). El río Tchrato confronta las lógicas de explotación de estas tres categorías de actores, generando conflictos de uso en su explotación. Por lo tanto, este artículo intenta comprender las lógicas subyacentes a los conflictos entre las comunidades locales de Ziméguhé y SODECI en torno a la explotación del río Tchrato. Para ello, es parte de un enfoque esencialmente cualitativo que moviliza entrevistas y observaciones como técnicas de producción de datos. De esta forma, el estudio permite identificar las representaciones sociales de los actores presentes en el río. Aprehende el conflicto bajo estas diferentes dimensiones en Ziméguhé. En definitiva, surge que una gestión irracional y desigual en los usos competitivos de los recursos hídricos puede generar cambios sociales y culturales y generar conflictos.

Palabras clave: Conflictos de uso – Acceso al agua- Gestión - Río Tchrato - Ziméguhé

Logics of the conflicts of use of the "Tchrato" river in Ziméguhé in the department of Daloa (Ivory Coast)

Abstract: In many rural areas of Côte d'Ivoire, access to water and control over its management have always been at the center of important social and cultural issues in terms of their role and importance for the well-being of local communities and for the functioning of projects in this area. These principles, rooted in the perceptions of the actors, can sometimes be controversial, placing water at the center of conflicts of use. Thus, Ziméguhé is the scene of this type of conflict between the indigenous Bété, the non-indigenous Bozo and the Water Distribution Company of Côte d'Ivoire (SODECI). The Tchrato River confronts the logics of exploitation of these three categories of actors, generating conflicts of use in its management. This article therefore attempts to understand the logics underlying the conflicts between the local communities of Ziméguhé and SODECI over the exploitation of the Tchrato River. To do this, it uses an essentially qualitative approach mobilizing interviews and observations as data production techniques. In doing so, the study makes it possible to identify the social representations of the actors present on the river. It apprehends the conflict in its various dimensions at Ziméguhé. In the end, it shows that irrational and unequal management of competing uses of water resources can lead to social and cultural changes and generate conflicts.

Key words: Conflicts of use - Access to water - Management - Tchrato River - Ziméguhé

Introduction

La problématique liée à la gestion et à l'exploitation des ressources en eau est l'un des grands sujets abordés aujourd'hui dans la sphère politique et scientifique mondiale. De nombreuses conférences internationales, se sont déroulées à cet effet. En 1981, l'Assemblée Générale des Nations Unies a dédié la Décennie à l'eau potable et à l'assainissement. Le 22 décembre 1992, l'Assemblée Générale des Nations Unies se conformait au chapitre 18 de l'Agenda 21 portant sur (la protection des ressources en eau douce et de leur qualité : application d'approches intégrées de la mise en valeur, de la gestion et de l'utilisation des ressources en eau). À cette rencontre, l'ONU adoptait la résolution A/RES/47/193 déclarant le 22 mars 1993 comme première Journée mondiale de l'eau. Depuis lors, tous les 22 mars sont décrétés Journée mondiale de l'eau. En 2009, une conférence, intitulée « combler les inégalités pour l'eau »¹, s'est tenue à Istanbul dans le cadre du 5ème forum mondial sur l'eau. Elle a souligné les enjeux de la gestion de l'eau à l'échelle planétaire, en particulier la problématique de l'accès à l'eau potable en Afrique (C. Baron et A. Bonnacieux, 2011, p. 17).

De plus, plusieurs chercheurs ont aussi mis l'accent, de façon générale, sur le système de gestion et de distribution de l'eau, les différentes formes d'usage de l'eau dans les communautés rurales et urbaines et la problématique de la crise de l'eau (A. Diarra et al, 2016 ; E. Ngwé et M. Sall, 1997 ; J. Saint-Vil, 1983). D'autres par contre ont travaillé sur la question des représentations sociales et des

¹ Texte d'origine: Bridging the divides for water.

conflits liés à l'exploitation des ressources en eau (M.L. Felonneau, 2003) qui, aujourd'hui est l'une des grandes problématiques de l'eau dans le monde. Pour certains auteurs, ces conflits tirent leur fondement de certains facteurs comme les pénuries, les pollutions et l'utilisation abusive des ressources aquatiques (M.L. Bouguerra, 2003). Pour d'autres, les variétés d'usagers en compétition pour les mêmes ressources en eau, créent des conflits d'intérêts et entravent le développement social harmonieux (O. Navarro, 2006). Appréhendée comme une « marchandise » pour certains usagers et comme « patrimoine socioculturel » pour d'autres, l'eau révèle une pluralité de conceptions et d'usages au regard des enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels qui en découlent.

S'inscrivant donc dans ce contexte, Ziméguhé est le théâtre de ce type de conflit entre les autochtones Bété, les allogènes Bozo et la SODECI². La rivière « Tchratô » confronte les logiques d'exploitation de ces trois catégories d'acteurs, générant des conflits d'usage dans sa gestion. Cet article tente de comprendre les logiques qui sous-tendent les conflits entre les communautés locales de Ziméguhé et la SODECI autour de l'exploitation de la rivière Tchratô. Pour ce faire, il s'inscrit dans une approche essentiellement qualitative. À terme, il permet de cerner les représentations sociales des acteurs en présence sur la rivière et d'appréhender le conflit sous ces différentes dimensions à Ziméguhé. Ainsi, les représentations sociales de la rivière Tchratô dans ce contexte de conflit d'usage et les différentes dimensions de ce conflit à Ziméguhé, constitueront l'essentiel des points qui structurent cette contribution.

1. Méthodologie de l'étude

L'étude s'est déroulée dans la localité de Ziméguhé. Cette localité située dans la région du Haut-Sassandra et plus précisément du Département de Daloa, prend en compte le village de Ziméguhé lui-même et son campement nommé Château. Ziméguhé fait partie de la Sous-Préfecture de Gboguhé au Centre-ouest de la Côte d'Ivoire (Fig.1). Le village constitué uniquement d'autochtones bétés regroupés en un seul lignage fondateur. Les allochtones Agni, Baoulé, Wè, Sénoufo, les Gouro et les allogènes Malien (Bozo), Burkinabé, Guinéen, les Béninois et les Togolais sont situés pour la plupart dans les campements qui se trouvent dans leur plantation et près de la rivière. L'un de ces campements

² Société de Distribution d'Eau potable en Côte d'Ivoire (SODECI). La SODECI est une société privée sous contrat d'affermage avec l'Etat de Côte d'Ivoire depuis 1987 pour la gestion des services de distribution publique d'eau potable suivant le décret 87-1471 du 17 décembre 1987.

nommé Château s'est développé près de la rivière ayant l'allure d'un petit village. L'étude a été réalisée auprès de quatre catégories d'acteurs:

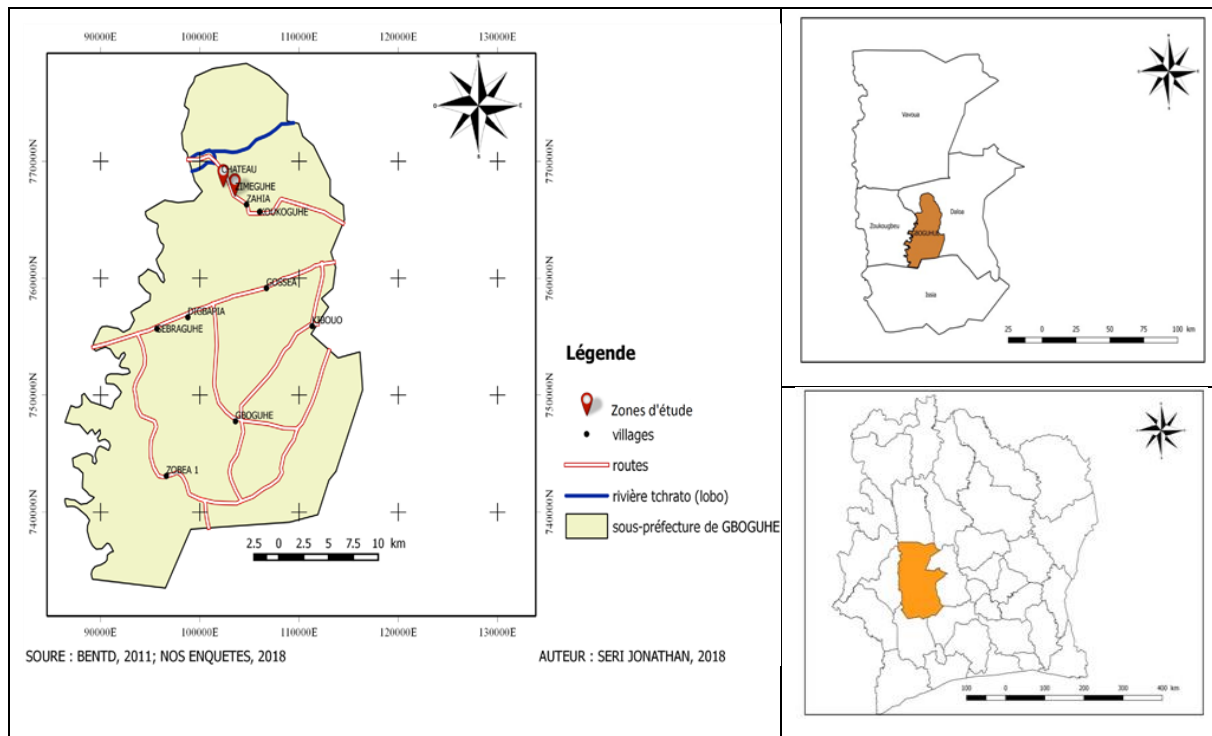
- 07 membres de la Notabilité ont été interrogés afin de comprendre le fonctionnement de la société actuelle face aux conflits qui se structurent autour de l'eau ;
- 12 membres des associations de femmes et de jeunes ont été interrogés afin d'analyser les rapports que celles-ci entretiennent avec les communautés Bozo et la SODECI ;
- 12 membres de la Chefferie de la communauté Malienne pour comprendre le mode de fonctionnement de la pêche chez les Bozo et les rapports ou les interactions qui se forment autour de la ressource
- 04 responsables de la Direction Régionale de la SODECI afin d'appréhender le type d'approche mobilisé dans le cadre de la réalisation du projet.

Au total, 35 personnes ont constitué un échantillon de type qualitatif dans cette étude. Cet échantillon par contraste-saturation a été construit par un choix raisonné. Les critères de ce choix ont été le droit de propriété à la rivière et l'exercice des activités en rapport avec celle-ci. Dans sa réalisation, cette étude socioanthropologique a mobilisé une approche essentiellement qualitative. Se faisant, la production de données a débuté par une recherche documentaire, ensuite par des entretiens semi-directifs individuels, des focus group et des entretiens non-directifs et enfin par des observations directes. Pour l'application des techniques citées ci-dessus, une grille de lecture, un guide d'entretien et une grille d'observation ont été utilisés.

Les données ont, dans un premier temps, été analysées dans une perspective compréhensive afin de cerner les attitudes de chaque groupe d'acteur dans ce contexte conflictuel vis-à-vis de l'exploitation de la rivière, leurs représentations spécifiques de la ressource et les liens qu'ils entretiennent avec cette dernière. Cette approche développée par Max Weber s'intéresse particulièrement au sens que les acteurs et les organisations donnent à leurs pratiques et représentations.

Dans un second temps, elles ont été analysées suivant l'approche de l'acteur stratégique de Michel Crozier. Cette méthode permet de comprendre le fonctionnement du conflit d'usage de la rivière Tchrato tel qu'abordé par cette étude par l'analyse des jeux de pouvoir qui permettent de comprendre le comportement de chaque catégorie d'acteur dans ce contexte. Dans un troisième temps, la théorie des représentations sociales de Denis Jodelet nous a permis de cerner la façon dont chaque catégorie d'acteur conçoit la rivière et comment cette conception oriente leur usage de celle-ci.

Figure 1 : Zone d'étude



Source : BNETD, 2011 & Données d'enquêtes terrain, 2018

2. Résultats

2.1. Une représentation de la rivière Tchrato socialement différenciée

Les représentations sociales telles que contextualisées par D. Jodelet (1984), se rapportent à des formes de connaissances spécifiques et de croyances communes dont les contenus manifestent l'opération de processus génératifs et fonctionnels socialement marqués. Ce sont donc des modalités de pensées pratiques orientées vers la communication, la compréhension et la maîtrise de l'environnement social, matériel et idéal. Partant de cette définition, l'étude a révélé des tendances variées de la conception de la rivière chez les différents acteurs ; lesquelles répondent aux spécificités de chaque groupe d'acteurs et à l'importance que ceux-ci accordent à ladite rivière.

2.1.1. Rivière Tchrato, patrimoine foncier et un héritage ancestral pour les Bété

Pour les autochtones Bété, la rivière Tchrato est perçue comme un patrimoine foncier et un héritage ancestral. En effet, la terre est une ressource précieuse pour les Bété. Ils y accordent un intérêt particulier sans doute du fait que cela se présente comme un héritage que leur ont légué leurs ancêtres. Ces principes suivraient donc une logique culturelle. Selon le chef de village de Ziméguhé : « dans la

coutume, l'eau a un propriétaire. Le propriétaire terrien, c'est à lui qu'appartient l'eau ». Ainsi, pour eux, perdre le contrôle de la rivière serait semblable à la perte d'une part de leur patrimoine foncier. Les Bété affirment donc leur droit d'autochtonie sur la rivière de par leur rapport historique avec la ressource : « C'est sur notre terre, donc c'est pour nous la rivière. C'est nous qui avons découvert cette rivière. » a déclaré le chef de terre. C'est pourquoi c'est seulement eux qui ont la possibilité de réaliser des activités ou des pratiques culturelles (adoration, libation, pêche saisonnière) dans la rivière. Pour soutenir cette analyse, le chef de lignage du village de Ziméguhé affirme :

Si quelqu'un se noie dans la rivière, c'est moi qui fais des libations au nom de mon grand-père avant que les gens plongent dans l'eau pour aller chercher le corps (...). Avant c'était mon grand frère qui plongeait mais il est mort le 4 juin 1971. Il y'a un plongeur qui est venu pour réparer la pompe de la SODECI qui était cassée. Il y'a eu un problème et il s'est noyé dans la rivière. J'ai fait des libations et ils ont donné un bélier plus un casier de vin au chef pour que les jeunes du village partent chercher le corps. Donc si quelqu'un meurt dans la rivière, il faut que je parle d'abord avant que les gens aillent faire sortir le corps de l'eau.

Cette assertion sous-tend clairement que la rivière « n'écoute » que ses fils. Cette idéologie est renforcée par le fait que lors d'une noyade dans la rivière, seuls les fils du village sont habilités à y retirer le corps. En plus de cela, toutes les formes de libation dans la rivière sont réalisées par les Bété, matérialisant ainsi, leur droit de propriété sur la ressource.

2.1.2. Rivière Tchrato, ressource économique pour les Bozo

Chez les Bozo, la représentation de la rivière diverge de celle des autochtones. Les conceptions de ce groupe d'acteurs sont de nature économique liée à leur orientation socioprofessionnelle. La pratique de la pêche chez les Bozo a un enracinement culturel. En effet, les Bozo sont un sous-groupe ethnoculturel Malien vivant en bordure du fleuve Niger. Ils sont caractérisés par la pratique de la pêche comme activité économique et culturelle de base. Ainsi, la rivière joue un rôle primordial dans l'assise de l'économie de ce sous-groupe ethnoculturel Malien basée essentiellement sur la pratique de la pêche. À cet effet, le chef des Bozo affirme : « Chez nous, c'est l'eau qui nous donne à manger. C'est notre travail et on est basé dessus. Bon c'est en fonction du poisson. On fait la pêche puisque c'est dans le poisson nous on gagne de la manière d'autres gagnent dans les champs ». Dans ce contexte économique qui structure les actions des communautés Bozo dans la rivière, la reconnaissance de la propriété foncière est toujours attribuée aux autochtones. Toutefois, cette propriété foncière n'influence en aucun cas l'accès à la ressource qui demeure commune.

2.1.3. Rivière Tchrato, propriété de l'État selon la SODECI

Les agents de la SODECI conçoivent la rivière Tchrato comme une propriété de l'État. À cet effet, une des personnes enquêtées à la SODECI affirme :

La loi dit que la terre appartient à l'État. Quand on parle de la terre, il s'agit non seulement des terres cultivables mais aussi de tout ce qui est source d'eau. L'État est maître de tout ça (...) Les gens occupent des propriétés foncières qu'ils gèrent certes mais sans le titre foncier, qu'est-ce qui vous garantit ces parcelles ? C'est vrai que dans nos approches aujourd'hui en milieu rural, les Chefs de terre et Chefs de villages jouent un rôle central, mais la loi est ce qu'elle est. L'État demeure toujours maître de la terre. Il peut s'en accaparer pour des projets d'intérêt général.

Cette assertion nous montre que l'État est au-dessus de tout selon la SODECI. Par conséquent, il a le contrôle de la terre. Ainsi selon eux, la rivière Tchrato fait partie du patrimoine foncier de l'État. L'État a donc la capacité et le droit d'user de cette ressource afin de satisfaire le besoin de développement et l'intérêt général. Mais les représentations de la rivière ne se limitent pas qu'à cet aspect de propriété foncière de l'État. Son importance génère une autre conception chez les acteurs de la SODECI. Le contexte de richesse ne se limiterait pas seulement qu'aux activités de pêche et aux activités agricoles. Dans la logique techniciste des agents de la SODECI, l'eau est aussi un facteur de développement. Selon un responsable de ladite structure : « L'eau tout comme plusieurs ressources naturelles en Côte d'Ivoire, est un puissant moteur de développement. L'eau est au cœur de tout. Sans eau, pas de transport maritime. Sans eau, pas d'électricité, sans eau, pas de vie. C'est un moteur de développement ».

Elle permet aux populations de sortir de certains problèmes majeurs aujourd'hui récurrents dans le monde à savoir l'accès à l'eau potable. Selon eux, la ville de Daloa est confrontée à une démographie galopante qui génère un besoin accru en eau. Mais derrière cette logique, se cache une logique économique car : « plus la demande est forte, plus l'on vend davantage l'eau ». On remarque clairement que là où l'eau est perçue comme patrimoine communautaire d'une part, suivant les préceptes sociaux et culturels, elle est aussi conçue comme un bien économique pour certaines catégories socio-professionnelles et les services publics de l'hydraulique dont l'ouvrage s'oriente vers les principes d'intérêts généraux.

2.2. Dimensions du conflit d'usage de la rivière Tchrato à Ziméguhé

2.2.1. Divergences idéologiques : une confrontation entre intérêts socioculturels et intérêts économiques

L'analyse des données recueillies sur le terrain révèle des divergences dans l'idéologie de chaque catégorie d'acteurs. Cela se perçoit dans la façon dont chaque catégorie d'acteur exploite la ressource. Là où l'eau sert d'élément fondamental pour assurer la pérennisation de certaines pratiques culturelles, sociales et l'approvisionnement constant en ressource de subsistance chez les communautés autochtones, elle est aussi une arène économique et socioprofessionnelle pour d'autres groupes d'acteurs. Notons que les logiques d'exploitation de la rivière chez les autochtones n'admettent pas forcément une finalité mercantile. Ce qui n'est pas le cas chez les Bozo et la SODECI dont les logiques sont purement économiques donc avec des finalités mercantiles. Par ailleurs, il existe un décalage entre ces deux grands types d'idéologies qui impliquent une certaine dépendance à la ressource (Tableau I).

Tableau I : Catégorisation des acteurs selon les logiques et les usages de la rivière

Acteurs	Logiques d'exploitation	Activités	Fréquences	Lieux
Autochtones (Bété)	Sociale	Activités domestiques	Quotidiennement	Domicile
		Pêche de subsistance	Quotidiennement	Bas-fond irrigué
	Culturelle	Pêche saisonnière	Périodiquement	Rivière
		Adorations, libations	Sporadiquement	Rivière
Les Bozo	Économique	Pêche économique	Quotidiennement	Rivière
	Sociale	Activités domestiques	Quotidiennement	Domicile
SODECI	Économique	Adduction d'eau	Quotidiennement	Rivière

Source : Données d'enquête terrain, 2018

Le tableau ci-dessus démontre clairement une dépendance fondamentale à la rivière chez les agents de la SODECI et les allogènes Bozo. Cela explique une fois de plus, l'intensité des exploitations que ces derniers réalisent dans la rivière. La logique des autochtones induit une certaine forme de gestion de la ressource qui reste tributaire des facteurs historiques (héritage ancestral) et culturels (pêche saisonnière, adoration et culte des ancêtres). On n'observe pas de forme d'exploitation intense

à leur niveau. On tire donc de ces analyses, une divergence idéologique au niveau des différentes catégories d'acteurs. La SODECI et les Bozo semblent s'inscrire dans un même cadre logique d'exploitation ce qui les place en posture de concurrent à l'usage de la ressource vis-à-vis des communautés autochtones (Fig. 2).

Figure 2 : Cycle du conflit d'usage de la rivière Tchrato à Ziméguhé



Source : Données d'enquête terrain, 2018

2.2.2. Inégalités des profits dans l'exploitation de la rivière

La fréquence des rapports que chaque catégorie d'acteur entretient avec la rivière semble générer une polémique. Mais tout se joue autour de la question des profits dans l'exploitation de la rivière. Pour les autochtones, cette situation semble jouer en leur défaveur car selon les analyses précédentes, leurs activités ne se déroulent pas de façon intensive dans la rivière. La pêche de subsistance ne confère qu'une quantité minimale destinée à la satisfaction de la cellule familiale. Pour eux, les profits sont d'ordres sociaux et culturels. Le véritable problème se situe au niveau des intérêts de types économiques. À ce stade, on observe une inégalité au niveau de chaque acteur du fait des logiques d'exploitations et de l'intensité des activités réalisée dans la rivière.

Les Bozo et la SODECI tireraient plus de bénéfices de la ressource que « les propriétaires » de la rivière eux-mêmes. Cette conception s'enrichit par le constat de l'intensification des activités de pêche et de la constance de l'exploitation de la rivière par la SODECI. Un doyen d'âge explique à cet effet :

Tous les jours ils sont dedans. Il y'a seulement une période où nous on pêche. Souvent aussi, on va, on attrape deux, trois poissons et on revient. C'est pour faire la sauce. Mais chez eux là, depuis 1956 ils sont dans l'eau là jusqu'à présent. Ils ont fait des enfants, leurs enfants ont fait des enfants et ils sont là. Ils pêchent tout le temps et ils attrapent tous les bons poissons. Nous même à qui l'eau appartient là, on ne gagne rien.

En référence aux règles de contrôle des ressources fondées sur le droit de propriété, les autochtones ayant un statut « supérieur », voient leur profit dans l'accès à l'eau contraint et restreint, compte tenu du fait qu'ils ne sont pas totalement dépendant de la ressource.

2.2.3. Rivière Tchrato, vectrice de mutations sociales à Ziméguhé

À Ziméguhé, la structuration hiérarchique des communautés locales se reflète à travers l'organisation de l'espace. Les espaces villageois sont organisés selon une hiérarchie fondée sur l'origine des résidents ; on distingue les autochtones des migrants. Cette hiérarchisation influe aussi sur l'accès à la rivière. Les autochtones sont les maîtres de la terre et comme nous l'avons souligné dans quelques chapitres plus haut, l'eau est aussi considérée comme un patrimoine foncier local. Il est donc difficile de dissocier dans ce contexte, le foncier, des ressources en eau. Selon la conception locale, les propriétaires d'une ressource sont les premiers à en tirer les bénéfices. L'ordre d'accès à la rivière serait donc lié au statut social et à l'appartenance à un groupe social donné. Les Bété de Ziméguhé devraient donc être prioritaires en termes d'accès à la rivière et par conséquent être bénéficiaires de la ressource. Les « étrangers » devraient venir en seconde position et la SODECI en troisième position dans la hiérarchisation de l'accès à la rivière. Pour comprendre cette hiérarchisation, nous avons dressé une figure de la gestion hiérarchique de la rivière Tchrato (Fig.3) :

Figure 3 : Hiérarchisation sociale normale dans l'accès à la rivière Tchrato à Ziméguhé



Source : Données d'enquête terrain, 2018

L'antériorité des populations autochtones tout comme la dimension historique, sacrée et culturelle de l'eau pour eux, font que cette ressource ne peut être ni appropriée, ni gérée par tous.

L'accès à la rivière et sa gestion sont liés aux stratifications locales et aux modes d'organisation de l'espace qu'elles induisent. Cependant, il arrive parfois que ces rapports soient bouleversés.

La pression des activités des populations « étrangères » (Bozo) dans la rivière tend à les positionner en rang de dominant dans la gestion de la ressource. En effet, les allochtones et les allogènes sont en nombre majoritaire dans la localité de Ziméguhé. Cela influe sur la gestion de la ressource. Les autochtones Bété semblent ne plus être les maîtres de la ressource au point de se retrouver en situation de dominés dans cette gestion :

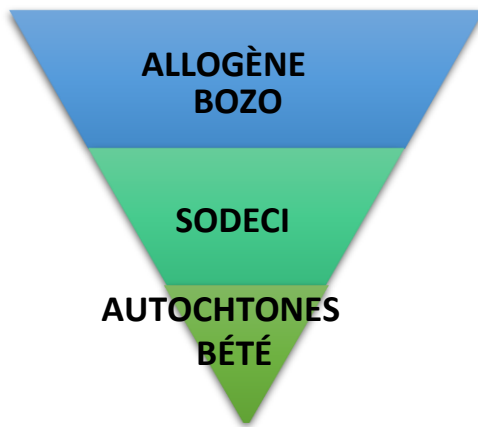
« L'eau là n'est plus pour nous. C'est pour ceux qui exploitent ça puisque c'est chez eux qu'on part pour payer poisson. C'est eux qui gagnent. Nous sommes parfois obligés d'acheter le poisson dans leurs mains, nous les propriétaires de l'eau là. Ce n'est pas normal. C'est devenu leur rivière. Ça leur appartient maintenant. », affirme le Chef du village de Ziméguhé.

Cette situation se pose sous un autre angle avec la SODECI. Les autochtones estiment être exemptés des factures des agents de la SODECI car ces derniers exploitent leur eau sans taxation de la part des propriétaires terriens. Cependant la présence de compteur d'eau dans le village et la distribution des factures mensuelles de consommation, contredisent cette idéologie selon un notable du village de Ziméguhé :

Pour moi, la SODECI pouvait nous donner l'eau même sans facture. Moi ça allait me plaire. Parce que payer l'eau là c'est vraiment compliqué. On n'a même pas eu cadeau dans notre eau là, rien. Ils ne nous ont pas donné un peu d'argent même rien. Et nous payons notre eau encore. Nous on est vieux on a plus de plantation. Où on va enlever l'argent pour payer les factures chaque mois ? Et puis notre facture est gonflée comme ça. Comment l'eau peut faire 11 000 F, 12 000 F hein ? Ce n'est pas normal. Ils peuvent nous donner l'eau là gratuitement. L'eau là c'est pour nous. S'ils mettaient une fontaine là pour nous, ça allait nous plaire.

De l'analyse de contenu de ces propos, il ressort que s'établit un rapport de dominant et de dominé entre les autochtones, les migrants et la SODECI autour de l'exploitation des ressources de la rivière. Ce rapport place les migrants donc en position de dominant, ce qui modifie donc l'ordre préétabli dans la hiérarchisation sociale de la gestion de la rivière (Fig. 4) :

Figure 4 : Structure sociale due à la situation actuelle d'accès à la rivière Tchrato



Source : Données d'enquête terrain, 2018

On remarque clairement que les autochtones se retrouvent dans une position contraire à celle préétablie dans la hiérarchisation normale dans l'accès à la ressource. Cette position sous-tend donc l'essence des tensions autour de l'usage de la rivière Tchrato.

3. Discussion

3.1. L'eau, objet de représentation

L'eau est une ressource très importante pour les communautés. Mais au-delà des dimensions praxéologiques qui se structurent autour d'elle, l'eau est aussi un objet de représentation. En effet, deux aspects principaux permettent d'aborder cette ressource dans ce sens : l'eau fait dans un premier temps l'objet de polémiques et dans un second temps, elle est chargée de connaissances. Les représentations sociales se construisent dans la différence existant à l'intérieur d'une société sur « des objets investis par les individus d'une utilité ou d'une valeur sociale » (P. Moliner, P. Rateau et V. Cohen-Scali, 2002). Et c'est dans ce cadre-là que nous considérons que l'eau en général et la rivière Tchrato en particulier, est effectivement un objet de représentations. La rivière Tchrato attire plusieurs catégories d'acteurs dont les formes d'exploitation de la ressource sont sous-tendues par la façon dont ils perçoivent la ressource. Mais, les usages de la ressource sont divers et variés ce qui sous-entend que les représentations sociales aussi sont diverses et variées. Là où l'eau est perçue comme patrimoine communautaire d'une part, suivant les préceptes sociaux et culturels, elle est aussi conçue comme bien économique pour certaines catégories socio-professionnelles et les services publics de l'hydraulique qui dont l'ouvrage s'oriente vers les principes d'intérêts généraux (C. Baron et A. Bonnacieux, 2011 ; C. Baron et A. Isla, 2004, p. 6).

3.2. Les conflits d'usage de l'eau: vers une confrontation des logiques d'exploitation à Ziméguhé

Dans le cadre de la gestion de la rivière Tchrato, les logiques communautaires se retrouvent opposées aux logiques technico-économiques, témoignant ici du caractère divergeant des représentations de la ressource. Les rapports des communautés locales à une ressource en eau prennent leur sens dans l'histoire qu'ils partagent avec celle-ci. L'histoire de l'eau peut être révélatrice de plusieurs symboles de la ressource chez les communautés capables d'orienter leurs pratiques à son égard (adorations, usages domestiques...etc.). Selon B. Guibléhon (2015, p. 255), l'adhésion et l'exécution des pratiques destinées aux divinités dépendent de la nature de l'énergie qui lie les minéraux, les végétaux, les animaux et les membres de la communauté. L'analyse de ses logiques a permis de mettre en évidence la nature des interactions de type conflictuel entre les usagers de la rivière Tchrato mais aussi leur rapport à la ressource. En clair, l'analyse des représentations sociales s'est montrée pertinente dans ce sens comme l'a souligné M-L. Félonneau (2003, p. 147). Tout comme postulait Martinez-Alier en 2002 (p. 210), l'étude a démontré que les conflits environnementaux dont font partie les conflits liés aux usages des ressources en eau, sont aussi des conflits de valeurs, car ils opposent des systèmes d'évaluation des ressources naturelles diamétralement différents et opposés avec des idéologies antagonistes: l'eau comme ressource économique et l'eau comme moyen d'existence et de subsistance.

3.3. Les usages concurrentiels de la ressource

Selon I. Calvo-Mendieta (2004, p. 198), les conflits d'usage surgissent généralement lorsque deux ou plusieurs individus ou groupes sont en situation de concurrence vis-à-vis de la gestion, de l'utilisation ou de l'exploitation d'un espace ou d'une ressource naturelle commune. Au regard de cette théorie, l'étude a démontré un accroissement des usagers et une diversification d'usage aux aspects indépendants. On y observe deux grandes finalités d'exploitations de la rivière « Tchrato » : des usages aux finalités de subsistance développées par les autochtones et une grande partie des allochtones et des usages aux finalités mercantiles ou économiques développées par la SODECI et les allogènes en particulier, le groupe des Bozo. Par ailleurs, il est à noter que les usages de l'eau varient en fonction de la place de l'eau dans chaque culture, renvoyant à des fonctions diverses. Dans notre contexte, cette situation est la cause des conflits.

3.4. Rivière Tchrato, une arène de pouvoir

L'analyse de l'accroissement des usages de la rivière dans cette étude a permis d'observer les mutations sociales qui se sont opérées dans la société de Ziméguhé comme l'a souligné C. Chavarochette en 2013 (p. 312). Selon elle, l'eau est un vecteur essentiel pour comprendre les nombreuses mutations sociales et religieuses qui s'opèrent dans certaines sociétés car le contrôle de cette ressource cache en réalité des antagonismes agraires, sociaux, religieux et politiques, instrumentalisés par les acteurs. De façon globale, les recherches sur l'eau en sciences sociales attestent du lien profond qui unit les problèmes d'accès à l'eau aux questions de pouvoir, de relations d'inégalités et aux processus d'exclusion ou à l'inverse d'ascension sociale et de maintien des notabilités (O. Aubriot et J. Riaux, 2013, p. 16). Les liens entre l'eau et le pouvoir constituent d'ailleurs l'un des angles d'analyse pour la Socioanthropologie afin d'aborder les relations que les sociétés entretiennent autour de l'eau. On peut donc en déduire avec (G. Bédoucha-Albergonie, 1976, p. 67) qu'à certains endroits tout comme à Ziméguhé, l'eau est « l'enjeu pour lequel, à tous les niveaux de l'organisation sociale, l'on se mesure ». La conclusion de E. Hunt et R. Hunt (1974), établie à partir d'observations au Mexique, est généralisable à de nombreux systèmes d'usages de l'eau à travers le monde : les rapports sociaux impliqués dans les activités de gestion de l'eau sont enchâssés dans un ensemble de relation déjà existantes, relevant de relations de parenté, de pouvoir et l'on peut ajouter ou liées au religieux. C'est pourquoi donc le bouleversement de la structure sociale dans l'accès à la rivière à Ziméguhé est source de conflit. Le contexte de pouvoir est par conséquent déterminant dans la compréhension des conflits d'usage des ressources naturelles. L'on retient que les conflits d'usage de l'eau peuvent ainsi être l'instrumentalisation de luttes de pouvoir.

Conclusion

Au terme de cette étude, nous déduisons les résultats suivants : la rivière Tchrato représente un patrimoine culturel, symbolique et historique important pour les autochtones Bété de Ziméguhé. L'eau est considérée comme une ressource foncière chez les autochtones au même titre que les parcelles de terre. Ces éléments occupent une grande valeur chez les Bété. Au niveau symbolique, l'eau est source de vie, source de bénédiction. L'eau, chez les communautés locales, renferme des divinités et l'âme des ancêtres vers qui sont voués des cultes. Cette idéologie se perçoit dans les pratiques d'adoration qui se réalisent dans la rivière. La rivière Tchrato est aussi considérée comme un bien économique pour des communautés comme les Bozo et les structures comme la SODECI.

L'analyse de la manifestation du conflit d'usage de la rivière Tchrato à Ziméguhé, nous donne de comprendre que le conflit se situe au stade latent. Il est par ailleurs motivé non seulement par une confrontation entre les intérêts socioculturels et économiques des acteurs en présence, mais aussi par les inégalités dans l'exploitation de ressource et les mutations sociales que génère cette exploitation. Dans l'analyse des rapports entre les autochtones Bété et les communautés étrangères, notons que ces derniers s'inscrivent dans une logique de préservation de l'ordre social dans l'accès à la ressource tandis que les allogènes et la SODECI sont dans une logique purement économique et techniciste qui implique une exploitation massive de ressource. Cette situation entraîne une modification de l'ordre social dans l'accès à la ressource, générant une situation conflictuelle entre les acteurs.

En outre, nous retenons que l'emploi d'un mode de gestion rationnel, équitable et intégré des ressources en eau montre son importance dans ce contexte afin de prévenir les éventuels conflits liés à la gestion de la ressource et parvenir à sa gestion durable.

Bibliographie

AUBRIOT Olivia, RIAUX Jeanne (2013). « Savoirs sur l'eau : les techniques à l'appui des relations de pouvoir ? » Autrepart 2013/2, N° 65, 3-26 ;

BARON Catherine et ISLA Anne (2004). *Marchandisation de l'eau et conventions d'accessibilité à la ressource. Le cas des métropoles d'Afrique Sub-Saharienne*, Cahier du GRES, No 18-2004, 13p ;

BARON Catherine, BONNASSIEU Alain (2011). « Les enjeux de l'accès à l'eau en Afrique de l'Ouest : diversité des modes de gouvernance et conflits d'usages », *Mondes en développement* 2011/4, n°156, 17-32 ;

BEDOUCHA-ALBERGONI Geneviève (1976). « Système hydraulique et société dans une oasis tunisienne », *Études rurales*, vol. 62, 39-72 ;

BOUGUERRA Mohamed Larbi (2003). *Les batailles de l'eau. Pour un bien commun de l'humanité*. Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 215p ;

CALVO-MENDIETA Iratxe (2004). « Conflits d'usage dans la gestion des ressources en eau : analyse territoriale des modes de régulation » In : Actes de la journée d'études « Les territoires de l'eau », Université d'Artois, Arras, 55-70 ;

CHAVAROCLETTE Carine (2013). « L'eau comme vecteur de compréhension des transformations sociales et religieuses d'un quartier périphérique du sud-est du Mexique (Chiapas) », *Journal des anthropologues*, 291-315 ;

- DIARRA Ali, DALI Guy Constant et LARGATON Sékongo** (2016). « Crise de l'eau potable en milieu urbain : cas de la ville de Daloa » Revue de Géographie de l'Université Ouaga I Pr Joseph KIZERBO, N°5 Oct. Vol. 2, 132-151 ;
- FELONNEAU Marie-Line** (2003). « Les représentations sociales dans le champ de l'environnement », In G. Moser et K. Weiss (Dir.), *Espaces de vie : aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, 145-176 ;
- GUIBLEHON Bony** (2015). « Gestion des ressources naturelles chez les Wè de Côte d'Ivoire : arbitrage entre équilibre avec la nature et tensions sociopolitiques ». *European Scientific Journal*, vol.11, N°35, 254-266;
- HUNT Eva, HUNT Robert** (1974). « Irrigation, Conflict, and Politics: A Mexican Case », in DOWNING T., MC GIBSON G. (dir.), *Irrigation's Impact on Society*, Tucson, University of Arizona Press, 129-157;
- JODELET Denis** (1984). « Représentation sociale : phénomène, concept et théorie », Dans : Moscovici, S., *Psychologie sociale*, Presses universitaires de France, Paris, 357-378 ;
- MARTINEZ-ALIER Joan** (2002). *The Environmentalism of the Poor: A Study of Environmental Conflicts and Valuation*, Cheltenham, Edward Elgar, 312 p;
- MOLINER Pascal, RATEAU Patrick et COHEN-SCALI Valérie** (2002). *Les représentations sociales : pratiques d'études de terrain*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes;
- NAVARRO Oscar Carrascal** (2006). *Representación Social del Agua en los habitantes de la Sierra Nevada de Santa Marta*. *Revista Pre-Til*, 4(10), 72-97 ;
- NGWE Emmanuel, SALL Mohamadou** (1997). *Les différences spatiales de l'accès à l'eau potable dans une ville d'Afrique subsaharienne : Yaoundé (Cameroun)*, In *Ville du Sud et environnement*, SEH, 17p ;
- SAINT-VIL Jean** (1983). « L'eau chez soi et l'eau au coin de la rue », *Cahier ORSTOM*, Vol XIX no⁴, 471-489.